



Association pour la gestion des assistants de sénateurs (AGAS)

15 rue de Vaugirard - 75291 PARIS CEDEX 06

TÉLÉPHONE : 01 42 34 30 51

***ASSURANCE DE PROTECTION JURIDIQUE ET DE
RESPONSABILITÉ CIVILE AU BÉNÉFICE DES
SÉNATEURS EN LEUR QUALITÉ D'EMPLOYEUR***

***LOT N° 1 : ASSURANCE DE PROTECTION
JURIDIQUE***

D.C.E.

**CAHIER DES CLAUSES
PARTICULIÈRES**

SEPTEMBRE 2025

PRÉAMBULE - LES CONDITIONS D'EMPLOI DES COLLABORATEURS DE SÉNATEURS

Les Sénateurs disposent d'un crédit mensuel leur permettant de s'assurer le concours de collaborateurs chargés de les seconder dans les tâches personnelles directement liées à l'exercice de leur mandat. Un arrêté du Bureau du Sénat ainsi que des arrêtés de Questure fixent les règles d'usage de ce crédit.

Les collaborateurs sont recrutés et employés par les Sénateurs en qualité de salariés de droit privé, le plus souvent en application d'un contrat de travail à durée indéterminée. Ils travaillent à Paris ou dans le territoire d'élection de leur employeur, territoires ultramarins compris.

Une Association pour la Gestion des Assistants de Sénateurs (AGAS), présidée par un des Vice-présidents du Sénat, a été constituée sous le régime de la loi de 1901 afin d'assurer, « d'ordre et pour compte des Sénateurs », toutes les tâches de gestion administrative afférentes à l'embauche, à la paie et à la fin de contrat des collaborateurs ; ceux-ci restent cependant sous l'autorité et la responsabilité des Sénateurs, qui sont leurs employeurs légaux.

C'est en cette qualité d'employeur que le sénateur choisit ses collaborateurs, détermine leur rémunération, la durée et les horaires de travail, le contenu de leur travail et son lieu d'exercice, dans le respect du droit du travail et des dispositions des arrêtés du Bureau du Sénat et des arrêtés de Questure. Il exerce sur ses collaborateurs l'autorité hiérarchique, le pouvoir de direction et le pouvoir disciplinaire, prérogatives propres à l'employeur.

C'est au Sénateur seul d'ouvrir, le cas échéant, une procédure de licenciement à l'encontre de l'un de ses collaborateurs en cours de mandat. Il engage ainsi, dans les conditions du droit commun du travail, sa responsabilité d'employeur, y compris en cas d'action introduite par l'un de ses salariés devant la juridiction prud'homale. Dans l'éventualité d'une condamnation au paiement de dommages et intérêts à la suite d'un tel contentieux, le paiement de ceux-ci incomberait au Sénateur personnellement.

En tant que salariés de droit privé ne relevant d'aucune branche professionnelle ou convention collective, les collaborateurs des Sénateurs relèvent des dispositions générales du code du travail applicables aux salariés dans les entreprises comprenant moins de 10 salariés.

Les Sénateurs peuvent également recruter des stagiaires, qui peuvent être rémunérés à partir de l'avance pour frais de mandat.

Les Sénateurs bénéficient, en leur qualité d'employeur, d'une assurance de protection juridique depuis le 1^{er} janvier 2019.

I.- CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

ARTICLE 1 - OBJET DE LA GARANTIE

Aux conditions générales fournies par l'assureur et conditions particulières qui suivent et par dérogation pour ce qu'elles ont de contraire aux conditions générales, les conditions les plus avantageuses profitant à l'assuré, le présent contrat a pour objet d'assurer en cas de survenance d'un **litige relatif à la qualité d'employeur des Sénateurs**, la défense des droits de l'assuré, soit dans un cadre amiable, soit dans un cadre judiciaire si une solution transactionnelle n'est pas trouvée.

Le contrat garantit, dans les limites prévues à celui-ci, l'ensemble des frais de justice, d'expertise et honoraires d'avocat qui s'avèrent nécessaires ainsi que les frais d'exécution des jugements, en particulier les frais de commissaire de justice.

Dans les domaines de droit garantis et dans le cadre de sa mission de prévention des litiges, l'assureur répond aux demandes de conseil juridique téléphonique de l'assuré, conformément aux règles du contrat.

ARTICLE 2 - DÉFINITIONS

2.1 Assuré

Les sénateurs en exercice, en leur qualité d'employeur dans le cadre de leurs fonctions de sénateur. Sauf siège vacant, leur nombre est fixé à 348.

Les anciens sénateurs employeurs ont également la qualité d'assuré pendant une période de 5 ans à la suite de la fin de leur mandat.

Les anciens sénateurs employeurs dont le mandat a pris fin avant le 1^{er} janvier 2026 ne sont pas concernés par le précédent alinéa.

2.2 Fait générateur

Événement qui provoque soit la réclamation d'un tiers auprès de l'assuré, soit la réclamation de l'assuré auprès d'un tiers.

2.3 Tiers

Toute personne autre que l'assuré et notamment toute personne physique qui agit sous l'autorité d'un sénateur et qui est soumise au droit privé, notamment par détermination de la loi, y compris les stagiaires.

2.4 Réclamation

- a) Toute mise en cause écrite, amiable ou judiciaire de la responsabilité d'un assuré ;
- b) Toute mise en cause écrite, amiable ou judiciaire par un assuré de la responsabilité d'un tiers ;
- c) Toute enquête, instruction ou investigation pénale, civile ou administrative menée à l'encontre d'un assuré.

Ces réclamations peuvent être introduites par ou pour le compte d'une personne physique agissant sous l'autorité d'un sénateur, ou par tout organisme, association ou autorité administrative légalement habilités à agir en justice pour la défense d'intérêts individuels pris collectivement, pour le compte d'un ou plusieurs individus, ou pour leur propre compte.

ARTICLE 3 – LITIGES GARANTIS

3.1 Défense

Le contrat garantit la prise en charge des frais de défense de l'assuré en cas de réclamation introduite ou exercée par un tiers (passé, présent ou potentiel) ou par toute autorité gouvernementale ou régulatrice ou par tout partenaire social, contre tout assuré, **pour tout litige relatif à sa qualité d'employeur dans le cadre de ses fonctions de sénateur**, notamment toute faute relative à l'exécution du contrat de travail, au licenciement, rupture ou non reconduction du contrat de travail, promesse fallacieuse relative à l'emploi, discrimination, harcèlement moral ou sexuel, sanction disciplinaire abusive, privation abusive d'une opportunité d'embauche ou de carrière, non-respect des obligations en matière de santé et sécurité au travail, évaluation non motivée ou négligente, atteinte à la vie privée ou diffamation.

Ces frais de défense concernent la défense de l'assuré :

- devant toutes les juridictions, civiles, pénales ou administratives ;
- dans le cadre de toute procédure ou transaction amiable ;
- dans le cadre de toute enquête menée par une autorité administrative ayant un pouvoir de réglementation ou de contrôle ;
- dans le cadre de toute procédure disciplinaire.

3.2 Recours

Le contrat garantit la plainte ou le recours que l'assuré voudrait déposer ou engager contre un tiers **pour tout litige relatif à sa qualité d'employeur dans le cadre de ses fonctions de sénateur**.

ARTICLE 4 - EXCLUSIONS

L'assureur ne prend pas en charge les sommes suivantes :

- * **les sinistres fondés sur une faute intentionnelle commise par un assuré, conformément à l'article L. 113-1 du Code des assurances,**
- * **les condamnations en principal et intérêts,**
- * **les amendes pénales ou civiles et les pénalités de retard.**

ARTICLE 5 – ÉTENDUE DES GARANTIES

5.1 Territorialité

Les garanties sont acquises à l'assuré :

- en France métropolitaine ;
- dans les territoires d'outre-mer ;
- dans les pays de l'Union européenne ;
- dans les États frontaliers de la France métropolitaine ;
- et dans le monde entier, à l'occasion d'un déplacement n'excédant pas une durée de trente jours consécutifs.

5.2 Seuil d'intervention

Seuls sont susceptibles d'être pris en charge les litiges dont l'intérêt pécuniaire minimum, qui figure sur les conditions particulières, s'élève à :

- en défense : NÉANT,
- en recours : NÉANT.

5.3 Sommes prises en charge

L'assureur prend en charge :

- les honoraires d'avocats ;
- les honoraires d'experts ;
- les frais d'auxiliaires de justice (expert judiciaire, commissaire de justice...).

5.4 Plafond de garanties

Le montant maximum des frais de justice et honoraires pris en charge par l'assureur pour un litige est fixé à **50 000 € TTC**.

5.5 Plafonds de prise en charge des honoraires d'avocat, tva incluse

Le montant maximum des honoraires payés fait l'objet du tableau ci-après.

1. Procédures devant les juridictions civiles

Procédures / Juridictions	Montant (en € TTC)
Référé	1 500 €
Tribunal de proximité	2 000 €
Tribunal judiciaire	2 000 €
Contentieux de la sécurité sociale	4 000 €
Conseil des prud'hommes	8 000 €
Cour d'appel : - Référé	3 000 €
- Appel d'une instance au fond	
Cour de Cassation : - Recours contre une ordonnance de référé rendue en dernier ressort	3 000 €
- Consultation (<i>avis</i>)	
- Pourvoi en cassation	

2. Procédures devant les juridictions administratives

Procédures / Juridictions	Montant (en € TTC)
Référé	1 500 €
Tribunal administratif	2 000 €
Cour administrative d'appel : - Référé	2 000 €
- Appel	
Conseil d'État : - Recours contre une ordonnance de référé rendue en dernier ressort	3 000 €
- Consultation (<i>avis</i>)	
- Pourvoi en cassation	

3. Procédures devant les juridictions pénales

Procédures / Juridictions	Montant (en € TTC)
Mesures alternatives aux poursuites (médiation pénale, composition pénale, comparution par reconnaissance préalable de culpabilité)	500 €
Tribunal de police	1 200 €
Tribunal correctionnel : - Hors mise en examen	Procédure d'instruction : 3 000 € Jugement : 3 000 €
- Avec mise en examen	
- Avec constitution de partie civile	
Cour criminelle départementale / Cour d'Assises	5 000 €
Appel	2 000 €
Cour de Cassation : - Consultation (<i>avis</i>)	3 000 €
- Pourvoi en cassation	

4. Autres procédures

Procédures / Juridictions	Montant (en € TTC)
Juge de l'exécution	1 500 €
Frais de commissaire de justice	- Assignation, signification : dans la limite des textes régissant la profession - Démarches d'exécution : 350 €
Honoraires et frais des experts judiciaires	3 000 €
Assistance à expertise	300 € par vacation d'une demi-journée, dans la limite de 3 000 €
Juridictions européennes	2 000 €
Transaction	Démarches infructueuses : 1 500 € Démarches ayant abouti à la résolution du litige : 4 000 €
Autres démarches amiables	Démarches infructueuses : 1 000 € Démarches ayant abouti à la résolution du litige : 1 500 €
Question prioritaire de constitutionnalité	2 000 €

Les procédures non mentionnées dans le tableau ci-dessus seront traitées par équivalence.

5.6 Mise en œuvre des garanties

- * **L'assureur prend en charge et règle directement les honoraires d'avocat et les frais de justice** qui se révèlent nécessaires dans la limite du plafond de garantie et du plafond de prise en charge des honoraires d'avocat figurant ci-avant.
- * **Quand l'assuré a réglé directement et personnellement des frais, provisions, honoraires**, l'assureur rembourse l'assuré sur présentation des factures et mémoires.
- * **Sont exclues des garanties, les cautions pénales, les amendes, les astreintes, les sommes auxquelles l'assuré pourrait être condamné à titre principal et personnel.**
- * L'assuré bénéficie en priorité des sommes recouvrées sur l'adversaire au titre des dépens, de l'article 700 du Code de procédure civile, 375 et 475-1 du Code de procédure pénale ou L. 761-1 du Code de justice administrative, pour les frais qu'il a exposés personnellement.

L'assureur, subrogé dans les droits de l'assuré, n'en bénéficie que de manière subsidiaire, à concurrence des sommes qu'il a avancées.

5.7 Franchise

Les garanties interviennent sans franchise.

5.8 Indexation

L'AGAS se réserve la possibilité de réviser le plafond de dépenses par litige ainsi que les plafonds de prise en charge des honoraires d'avocat en fonction de l'indice INSEE - Services de conseil et représentation juridique (Identifiant 010766774).

La révision interviendra, le cas échéant, annuellement au 1^{er} janvier, à compter du 1^{er} janvier 2027, selon la formule suivante :

$$P_1 = P_0 \times (S_1 / S_0)$$

Où :

- P₁ est le plafond révisé ;
- P₀ est le plafond initial aux conditions économiques du mois M₀ défini comme étant celui du mois de remise de l'offre ;
- S₁ est le dernier indice INSEE - Services de conseil et représentation juridique publié à la date de la révision du plafond ;
- S₀ est l'indice INSEE - Services de conseil et représentation juridique en vigueur le mois de la remise de l'offre.

ARTICLE 6 – CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DES GARANTIES

L'assuré doit être sénateur lors de la déclaration de litige ou de sa demande téléphonique.

Pour les anciens sénateurs assurés au titre du contrat, la garantie est acquise pour les réclamations se rattachant à leurs anciennes fonctions de sénateurs.

Les litiges susceptibles d'être pris en charge doivent :

- * être fondés en droit ;
- * avoir une origine postérieure à la date d'entrée en vigueur du contrat ;
- * sont cependant pris en charge les litiges dont l'origine est antérieure à la date d'entrée en vigueur du contrat alors que l'assuré exerçait déjà une fonction de sénateur, si l'assuré justifie n'en avoir eu connaissance que postérieurement à cette date ;
restent toujours exclus les litiges dont les assurés avaient connaissance avant de devenir sénateur ;
- * être déclarés antérieurement à la date à laquelle a cessé le contrat ou dans un délai subséquent de cinq ans.

ARTICLE 7 – GESTION DES LITIGES

7.1 Déclaration

Dès qu'il acquiert la qualité d'assuré, ce dernier peut prendre téléphoniquement

contact avec l'Assureur pour lui demander un conseil juridique dans le cadre des garanties du contrat.

Toute déclaration de litige, susceptible de relever des garanties du contrat, **doit être transmise** à l'assureur **dans un délai de trente jours** à compter du moment où l'assuré en a connaissance, **ou au plus tard à la date à laquelle une citation en justice lui est signifiée**. Tout retard dans la déclaration des sinistres n'aura pour seul effet de réduire l'indemnité à laquelle l'assuré a droit que dans la limite du préjudice subi par l'assureur en raison de ce retard.

La déclaration de sinistre peut être transmise par téléphone (avec confirmation écrite), par courrier ou par mail.

La déclaration de litige est accompagnée de la copie de tous écrits, documents, permettant la meilleure connaissance du dossier.

Les consultations d'avocat ou les actes de procédure réalisés avant la déclaration de sinistre ne peuvent justifier la déchéance de la garantie. Cependant, ces consultations et ces actes ne sont pas pris en charge par l'assureur, sauf si l'assuré peut justifier d'une urgence à les avoir demandés.

Toute déclaration de sinistre fera l'objet sous 3 jours ouvrés d'un accusé de réception donnant les références du sinistre et les coordonnées de l'interlocuteur chargé du suivi.

Les dossiers de sinistres seront tous suivis par le même interlocuteur. La gestion du contrat sera également effectuée par un interlocuteur unique. La compagnie ou l'intermédiaire d'assurance s'engage à communiquer à l'assuré les coordonnées des référents en charge de la gestion du contrat et des sinistres et de leurs remplaçants.

7.2 Gestion

7.2.1 Demandes de conseil juridique

L'assureur met à la disposition de l'assuré un service spécialisé qui traite par téléphone les demandes de conseil juridique relevant des domaines de droit garantis.

7.2.2 Gestion du litige

L'assureur procède à l'examen de la déclaration, informe l'assuré de la nature et de l'étendue de ses droits et obligations, apprécie le bien-fondé juridique du litige et demande si besoin est communication de toutes informations, pièces, nécessaires à l'instruction du dossier.

La recherche d'une solution amiable

L'assureur s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires à la recherche d'une solution amiable, dans le cadre d'une stratégie élaborée d'un commun accord avec l'assuré.

À ce stade, si la partie adverse est assistée par un avocat, l'assuré sera également assisté par un avocat dont il aura le libre choix. L'assureur prend en charge, dans la limite des montants indiqués à l'article 5.5 du présent cahier des clauses particulières, les honoraires de l'avocat.

La solution judiciaire

À défaut de trouver une solution amiable et dans le cas où une suite judiciaire est donnée au litige, **l'assuré a le libre choix de son avocat.**

Si une procédure est engagée, **l'assuré a la direction de son procès.** L'assuré s'oblige cependant à communiquer à l'assureur, ou à lui faire communiquer, sur simple demande de sa part, tous actes, avis, assignations, etc. utiles à l'étude et au suivi du litige.

S'il apparaît en cours de procédure, que les informations données par l'assuré lors de la déclaration de sinistre, ou ultérieurement, sont volontairement erronées ou incomplètes, l'assureur peut suspendre le règlement de tous frais et honoraires et demander à l'assuré le remboursement des sommes d'ores et déjà réglées. L'assureur peut également en informer le Souscripteur, défini à l'article 11 ci-après, afin que soit envisagée l'exclusion du bénéficiaire du contrat.

ARTICLE 8 – PRESTATIONS ADDITIONNELLES

8.1 Demandes de conseil juridique de l'AGAS

Dans les domaines de droit garantis et dans le cadre de sa mission de prévention des litiges, l'assureur répond aux demandes de conseil juridique de l'AGAS dans les mêmes conditions que pour les assurés.

8.2 Prise en charge d'une consultation d'avocat dans le cadre d'une procédure de licenciement

Afin de prévenir le risque de contentieux, l'assureur prend en charge le règlement des frais engagés par l'assuré auprès d'un avocat dans le cadre d'une procédure de licenciement pour motif personnel. La mise en œuvre de cette prestation additionnelle ne nécessite pas de fait générateur au sens de l'article 2 du présent cahier des clauses particulières.

Le montant pris en charge par l'assureur dans le cadre de cette prestation additionnelle est plafonné à 1 000 € par procédure de licenciement.

ARTICLE 9 – BILAN DE SINISTRALITÉ

L'assureur présentera, chaque année, un bilan annuel sous format numérique (fichier tableur).

L'assureur proposera également une rencontre annuelle, sur site ou par visioconférence, pour faire un bilan de la sinistralité.

L'AGAS se réserve par ailleurs la possibilité de demander à tout moment au titulaire un bilan de suivi de la sinistralité.

L'assureur fera apparaître a minima les rubriques suivantes dans ses bilans de

sinistralité :

- date d'arrêté du bilan,
- numéro du sinistre attribué par l'assureur et identité de l'assuré concerné,
- descriptif du sinistre,
- date du sinistre,
- montant du sinistre provisionné,
- montant du sinistre réglé,
- date de déclaration du sinistre,
- état de la procédure,
- date de règlement de l'indemnisation.

II.- CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ARTICLE 10 - OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation porte sur le lot n° 1 « assurance de protection juridique » d'un marché de services ayant pour objet des prestations d'assurance de protection juridique et de responsabilité civile au bénéfice des Sénateurs en leur qualité d'employeur.

ARTICLE 11 - SOUSCRIPTEUR, ASSURÉ

Le souscripteur est l'Association pour la gestion des assistants de Sénateurs (AGAS), agissant d'ordre et pour compte des sénateurs.

Les assurés sont les sénateurs.

ARTICLE 12 - DURÉE DU MARCHÉ – PRESTATIONS SIMILAIRES

Le présent marché est conclu pour une durée de quatre ans, à compter du 1^{er} janvier 2026. Il pourra toutefois être résilié par l'une des parties à effet du 1^{er} janvier de chaque année, par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve du respect d'un préavis de six mois.

Les conditions d'application de la période subséquente et de maintien des garanties pour les anciens sénateurs sont précisées aux articles 2 et 6 du présent cahier des clauses particulières.

En application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, le Sénat se réserve la possibilité, dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent marché, de conclure avec son titulaire un nouveau marché sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 13 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constituant le marché sont les suivantes, par ordre décroissant de priorité :

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- le présent cahier des clauses particulières (CCP), le cas échéant complété par les seuls réserves, amendements et observations mentionnés à l'article 8 de l'acte d'engagement et acceptés par l'acheteur ;
- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) en vertu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (JORF n° 0078 du 1^{er} avril 2021) ;
- le mémoire technique présenté par le titulaire répondant à l'intégralité des questions mentionnées au cahier des réponses attendues (CRA) ;
- les conditions générales et particulières, autres que celles prévues au cahier des clauses particulières, du contrat d'assurance, jointes par le titulaire au soutien de son offre.

ARTICLE 14 - MODIFICATION DU MARCHÉ

Le présent marché ne peut être modifié que par avenants signés par les parties contractantes. Ces avenants ne peuvent prendre la forme de lettres à caractère unilatéral adressées par le titulaire.

ARTICLE 15 - PRIX DU MARCHÉ - MODALITÉS DE RÉVISION DES PRIX

15.1 Prix des prestations

Le prix du marché est constitué d'une cotisation annuelle forfaitaire pour l'ensemble des Sénateurs (sur la base de 348 Sénateurs) dont le montant figure dans l'acte d'engagement.

Cette cotisation annuelle est réputée comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, charges, fournitures, déplacements, matériels et sujétions du titulaire. Elle est réputée également comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

Le prix est libellé en euros.

15.2 Modalités de révision des prix

Les cotisations sont révisables en fonction de l'évolution de l'indice publié par la Fédération française du Bâtiment.

Le prix forfaitaire du marché est réputé établi aux conditions économiques du mois et de l'année de la date limite de remise des offres (M₀).

Le marché est traité à prix révisables annuellement au 1^{er} janvier, à compter du 1^{er} janvier 2027, selon la formule suivante :

$$P_1 = P_0 \times (S_1 / S_0)$$

Où :

- P_1 est le prix révisé ;
- P_0 est le prix initial aux conditions économiques du mois M_0 défini comme étant celui du mois de remise de l'offre ;
- S_1 est le dernier indice de la Fédération française du Bâtiment publié à la date de la révision du prix ;
- S_0 est l'indice de la Fédération française du Bâtiment en vigueur le mois de la remise de l'offre.

Il revient au titulaire de demander la mise en œuvre de la clause de révision du prix et de procéder lui-même au calcul de la formule de révision, avec justifications à l'appui. Il devra à cette fin envoyer au Sénat sa proposition par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au plus tard un mois avant la date de révision.

À défaut, le Sénat se réserve la faculté, le cas échéant et à son appréciation, de procéder d'office à la mise en œuvre et au calcul de la formule de révision.

ARTICLE 16 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Le règlement des cotisations s'effectue par virement pris sur les crédits de l'AGAS.

Le délai dont dispose l'AGAS pour procéder au paiement des cotisations est de 30 jours, à compter de la date de réception des bordereaux d'appel à cotisations.

ARTICLE 17 - AVANCE

En application des articles R. 2191-3 et suivants du code de la commande publique, une avance peut être versée, sous réserve que soient réunies les conditions définies à l'article R. 2191-3 dudit code et sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Son montant est alors égal à 5 % du montant TTC initial du marché.

Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, le montant de l'avance est porté à 30 % du montant TTC du marché.

Le mandatement de l'avance intervient dans le délai d'un mois à partir de la date à laquelle le délai contractuel d'exécution a commencé à courir. Son montant ne sera pas révisé.

Conformément à l'article R. 2191-11 du code de la commande publique, le remboursement de l'avance s'imputera sur le règlement définitif après service fait.

ARTICLE 18 - OBLIGATIONS RESPECTIVES DES PARTIES

18.1 Obligations incombant à l'AGAS

L'AGAS fournit au titulaire du marché les informations nécessaires à sa bonne exécution, dans les conditions précisées dans l'acte d'engagement, ses annexes, ou dans le cahier des réponses attendues.

18.2 Obligations incombant au titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux stipulations du présent cahier des clauses particulières. Il devra fournir un haut niveau de qualité, homogène sur toute la durée de la prestation, en garantissant la composition et le niveau de compétences de l'équipe chargée des différentes actions du présent marché. Il devra prendre en compte les évolutions législatives et réglementaires intervenant au cours de l'accord-cadre sans supplément de prix.

Le titulaire du marché fournira à l'AGAS tous les renseignements d'ordre administratif, technique et financier qui pourront être nécessaires à l'information des assurés.

Il communique les documents destinés à la mise en place et au suivi du contrat faisant l'objet du présent marché. Au minimum une fois par an, il établit un bilan de la sinistralité qui est communiqué à l'AGAS.

ARTICLE 19 - CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire du marché s'engage à la plus grande confidentialité sur les informations et les données personnelles, qui pourraient être portées à sa connaissance dans le cadre de l'exécution du présent marché.

La prestation fournie dans le cadre du présent marché ne pourra servir d'argument publicitaire ou de référence commerciale pour le titulaire, qu'après autorisation expresse de l'AGAS.

ARTICLE 20 - RÉSILIATION DU MARCHÉ

Le marché pourra être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS.

20.1. - Résiliation aux torts du titulaire

En cas de manquement à ses obligations par le titulaire, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché pour faute, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, assortie d'un délai d'exécution de quinze jours -susceptible d'être raccourci en cas d'urgence-, invitant le titulaire à se conformer à ses obligations ou à présenter ses observations.

Si cette notification demeure infructueuse, le marché sera alors résilié, sans indemnité du titulaire.

Dans cette hypothèse, seuls les frais courants jusqu'à la date d'effet de la résiliation demeureront dus au titulaire, sans que celui-ci puisse imposer au pouvoir adjudicateur de pénalités ou frais pour résiliation. Pendant le délai s'écoulant entre la notification de la résiliation et sa date d'effet, le titulaire continuera d'exécuter l'intégralité des obligations contractées au titre du présent marché.

20.2. - Résiliation pour motif d'intérêt général

Par ailleurs, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général, le titulaire n'aura droit, par dérogation au deuxième alinéa de l'article 38 et au premier alinéa de l'article 42 du CCAG-FCS, à aucune indemnité.

Article 21 - PÉNALITÉS

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer des pénalités définies ci-après.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, ces pénalités sont applicables du seul fait de la constatation du manquement, sans mise en demeure préalable ni invitation du titulaire à présenter ses observations.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles, et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement desdites pénalités.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités seront dues dès le premier euro.

► Pénalité applicable en cas d'indisponibilité totale ou partielle du service en charge de traiter les déclarations de sinistre des sénateurs

Il sera appliqué une pénalité journalière de 100 euros par jour d'indisponibilité en cas d'indisponibilité totale ou partielle de plus de 24 heures du service en charge de traiter les déclarations de sinistre des sénateurs.

► Pénalité applicable en cas de non-respect du délai d'envoi de l'accusé de réception visé à l'article 7.1 du présent CCP

Si, à l'occasion de la déclaration d'un sinistre, le délai d'envoi de l'accusé de réception de la déclaration, fixé à l'article 7.1 du présent CCP, n'est pas respecté, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 100 euros par jour de retard.

► Pénalité applicable en cas de retard dans le traitement des déclarations de sinistre

Si le délai maximum pour traiter une déclaration de sinistre mentionné par le titulaire dans son mémoire technique, n'est pas respecté du fait du titulaire, l'AGAS pourra appliquer de plein droit une pénalité forfaitaire de 100 euros par jour de retard.

► **Pénalité applicable en cas de retard dans le règlement des honoraires d’avocat ou des frais de justice**

Si, à l’occasion du traitement d’un sinistre, le délai maximum pour régler les honoraires d’avocat ou les frais de justice mentionné par le titulaire dans son mémoire technique, n’est pas respecté du fait du titulaire, l’AGAS pourra appliquer de plein droit une pénalité forfaitaire de 100 euros par jour de retard.

► **Pénalités applicables en cas de non-respect de l’obligation de confidentialité**

Il sera appliqué une pénalité de 5 000 euros en cas de non-respect de l’obligation de confidentialité édictée au présent CCP.

► **Pénalités applicables pour des prestations réalisées par un sous-traitant non déclaré**

Il sera appliqué une pénalité de 1 500 euros par manquement.

► **Pénalités applicables pour non-respect de toute autre prescription du marché**

Il sera appliqué une pénalité de 200 euros par manquement.

ARTICLE 22 - LANGUE - CONVENTION SUR LA PREUVE - CONTENTIEUX

Les documents relatifs au présent marché ainsi que les documents échangés pour son exécution sont rédigés en français.

Le Sénat et le titulaire conviennent que tous les échanges réalisés par courriel dans le cadre du présent marché reçoivent la même force probante qu’un écrit signé de manière manuscrite.

Les litiges sont portés devant le Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75181 PARIS CEDEX 04. Téléphone : 01 44 59 44 00 -Télécopie : 01 44 59 46 46

Article 23 - DÉROGATION AU CCAG-FCS

Il est dérogé :

- aux articles 14, 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG-FCS à l’article 21 du présent CCAP (pénalités) ;
- au deuxième alinéa de l’article 38 et au premier alinéa de l’article 42 du CCAG-FCS par l’article 20 du présent CCAP (résiliation pour motif d’intérêt général).